



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

Secrétariat Général Service des ressources humaines Sous-direction du développement professionnel et des relations sociales Bureau des affaires statutaires et réglementaires Adresse : 78 rue de Varenne – 75349 Paris 07 SP Suivi par : Odile SCHELTENNE Tél : 01 49 55 48 06 Fax : 01 49 55 83 20 Réf. Interne : conge présence parentale Réf. Classement : NS conge présence parentale	NOTE DE SERVICE SG/SRH/SDDPRS/N2006-1231 Date: 19 septembre 2006
---	---

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

Annule et remplace :

à

Date limite de réponse :

■ Nombre d'annexe: 0

Objet : Congé de présence parentale

Bases juridiques :

- article 87 de la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006
- article 40 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat
- décret n°2006-536 du 11 mai 2006 relatif aux modalités d'attribution aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat du congé de présence parentale
- Circulaire FP3/06-1030 du 11 juillet 2006 relative au nouveau congé de présence parentale

Résumé : La présente note :

- précise les règles applicables en matière de congé de présence parentale
- précise les modifications apportées à la circulaire FP/4 n°2013 du 3 octobre 2001

MOTS-CLES : CONGE DE PRESENCE PARENTALE

Destinataires	
Pour exécution : Administration centrale Services déconcentrés Etablissements d'enseignement	Pour information : Etablissements publics Syndicats

I- Définition

Le congé de présence parentale est ouvert au père et à la mère lorsque la maladie, l'accident ou le handicap d'un enfant à charge présente une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue auprès de lui et des soins contraignants.

Le congé de présence parentale est ouvert aux fonctionnaires, aux stagiaires et aux agents non titulaires. Le congé de présence parentale des fonctionnaires n'est plus une position statutaire mais un congé de position d'activité.

II- Modalités

La demande de bénéfice du droit à congé de présence parentale est formulée par écrit au moins quinze jours avant le début du congé. Elle est accompagnée d'un certificat médical qui atteste de la gravité de la maladie, de l'accident ou du handicap et de la nécessité de la présence soutenue d'un parent et de soins contraignants, en précisant la durée pendant laquelle s'impose cette nécessité. En cas d'urgence liée à l'état de santé de l'enfant, le congé débute à la date de la demande ; le fonctionnaire transmet sous quinze jours le certificat médical requis.

Les modalités de prise du congé sont facilitées, le fractionnement des périodes de congé étant désormais possible.

La durée de congé de présence parentale dont peut bénéficier le fonctionnaire pour un même enfant et en raison d'une même pathologie est au maximum de trois cent dix jours ouvrés au cours d'une période de trente-six mois. La durée initiale de la période de bénéfice du droit à congé de présence parentale est celle de la nécessité de présence soutenue et de soins contraignants définie dans le certificat médical.

L'agent bénéficiaire du droit à congé communique par écrit à l'autorité dont il relève le calendrier mensuel de ses journées de congé de présence parentale, au plus tard quinze jours avant le début de chaque mois. Lorsqu'il souhaite prendre un ou plusieurs jours de congé de présence parentale ne correspondant pas à ce calendrier, le fonctionnaire en informe l'autorité au moins quarante-huit heures à l'avance.

III- Prolongation

Au terme de cette durée initiale, ou en cas de rechute ou de récurrence de la pathologie qui affecte l'enfant, le bénéfice du droit à congé peut être prolongé ou rouvert pour une nouvelle période sur présentation d'un certificat médical le justifiant, dans la limite des trois cent dix jours et des trente-six mois susmentionnés. Le décompte de la période de trente-six mois s'effectue à partir de la date initiale d'ouverture du droit à congé.

Si la durée de bénéfice du droit au congé de présence parentale consenti au fonctionnaire excède six mois, la pathologie et la nécessité de présence soutenue et de soins contraignants font tous les six mois l'objet d'un nouvel examen qui donne lieu à un certificat médical transmis sans délai à l'autorité dont relève l'intéressé.

En cas de nouvelle pathologie affectant l'enfant, de même qu'en cas de rechute ou de récurrence de la pathologie initialement traitée, un nouveau droit à congé est ouvert à l'issue de la période de trente-six mois.

Si le titulaire du droit au congé de présence parentale renonce au bénéfice de la durée restant à courir de ce congé, il en informe l'autorité dont il relève avec un préavis de quinze jours. Cette possibilité de renoncer au bénéfice de la durée restant à courir dudit congé est ouverte quelle qu'en soit la raison, et non plus pour le seul motif tiré de la diminution des revenus du ménage.

Le droit à congé de présence parentale cesse de plein droit en cas de décès de l'enfant.

IV- Contrôle

L'autorité qui a accordé le congé de présence parentale fait procéder aux enquêtes nécessaires pour s'assurer que l'activité du bénéficiaire du congé est réellement consacrée à donner des soins à son enfant. Si le contrôle révèle que le congé n'est pas utilisé à cette fin, il peut y être mis fin après que l'intéressé a été invité à présenter ses observations.

V- Conséquences sur la rémunération, l'avancement et les congés

Pendant les jours de congé pour présence parentale, le fonctionnaire n'est pas rémunéré, ainsi que le prévoit l'article 40 bis de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 mais bénéficie de l'allocation journalière de présence parentale. L'article 87 de la loi n°2005-1579 du 19 décembre 2005 a en effet étendu aux agents publics le bénéfice de la nouvelle allocation journalière de présence parentale, en complétant la rédaction de l'article L 544-1 du code de la sécurité sociale sur ce point.

Pour la détermination des droits à avancement, à promotion et à formation, les jours d'utilisation du congé de présence parentale sont assimilés à des jours d'activité à temps plein.

Au cours de la période de bénéfice du droit au congé de présence parentale, le fonctionnaire reste affecté dans son emploi. Si celui-ci est supprimé ou transformé, l'agent est affecté dans l'emploi correspondant à son grade le plus proche de son ancien lieu de travail. Toutefois, le fonctionnaire peut alors demander une affectation dans un emploi plus proche de son domicile. Sa demande est examinée dans les conditions fixées à l'article 60 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée.

La période de congé ne peut être imputée sur la durée du congé annuel. A cet égard, pour la détermination des congés annuels, les jours d'utilisation du congé de présence parentale sont assimilés à des jours d'activité à temps plein. Il n'en est pas de même en revanche pour la détermination des droits à jours dits « RTT ».

VI - Fonctionnaires stagiaires et agents non titulaires

L'agent non titulaire bénéficiaire du droit de présence parentale conserve le bénéfice de son contrat ou de son engagement, dans les conditions de réemploi définies aux articles 32 et 33 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat.

...../.....

Le fonctionnaire stagiaire a droit au congé de présence parentale dans les conditions fixées pour les fonctionnaires titulaires. Lorsqu'un fonctionnaire titulaire bénéficiant du droit au congé de présence parentale est appelé à suivre un stage préalable à une titularisation dans un autre corps, sa nomination en qualité de stagiaire dans le nouveau corps est, s'il en fait la demande, reportée pour prendre effet à la date d'expiration de la période de bénéfice du droit au congé de présence parentale. La date de fin de la durée statutaire du stage du fonctionnaire stagiaire qui a bénéficié du congé de présence parentale est reportée d'un nombre de jours ouvrés égal au nombre de jours de congé de présence parentale qu'il a utilisés. Cette durée d'utilisation du congé de présence parentale est prise en compte pour son intégralité, lors de la titularisation de l'agent, dans le calcul des services retenus pour le classement et l'avancement.

Le Chef du service des ressources humaines

Pascale MARGOT-ROUGERIE